

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 9 octobre 2023

Date de convocation : 29 septembre 2023

Date d'affichage : 29 septembre 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 24

Nombre de Conseillers votants : 27

L'an deux mille vingt-trois, le lundi neuf octobre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Cosson – M. Colas – A. Jégovic – K. Guessant – W. Macé – V. Rosnarho – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – A.G. Bertrand – I. Crézé – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : H. Bourdonnais donnant procuration à B. Delanoë, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, I. Lévêque donnant procuration S. Hamon.

Était absent : néant

Monsieur Grégoire Kuntz est nommé secrétaire et Madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

OBJET :

MOTION : SOUTIEN AUX EHPAD PUBLICS ET ASSOCIATIFS NON LUCRATIFS

Rapporteur : Annie GUENNOU, Maire

Face aux difficultés financières grandissantes des EHPAD publics, plusieurs élus municipaux des Côtes d'Armor se sont réunis une première fois à Plouha, le 11 mai 2023, et une deuxième fois à La Roche-Jaudy, le 29 juin 2023, en présence également des Directeurs et Directrices d'établissement. Tous partagent le même constat alarmant.

Les élus responsables d'EHPAD sur leur territoire appellent l'ensemble des élus, Conseillers Municipaux et Conseillers Communautaires des Côtes d'Armor, à les soutenir en adoptant la présente motion, pour la prise en charge de la dépendance, le soin et l'accompagnement portés à nos anciens dans notre département.

Le 29 juin 2023, réunis à La Roche-Jaudy, les Maires, Présidents de CCAS, élus, les Directeurs des établissements, ont, tour à tour, fait part de leurs difficultés financières, dues à des financements insuffisants des autorités de tutelle ; mais également de leurs difficultés croissantes de recrutement et l'épuisement des personnels. A cela s'ajoute des factures d'énergie exorbitantes, un seul trimestre pouvant représenter l'équivalent de la facture de l'année écoulée.

En s'appuyant sur les résultats de l'enquête nationale menée par la FNADEPA en mai 2023, et les situations respectives des EHPAD présents, les réserves financières ne sont plus que de quelques mois pour certains, à environ 2 à 3 ans pour les autres.

Les élus réagissent :

- Au report continu d'une loi sur le Grand Âge, sans cesse repoussée depuis 2017, laissant les élus locaux gérer seuls la situation ;
- Aux réponses frileuses des tutelles, si ce n'est honteuses, quand il est demandé aux établissements de ne plus remplacer le personnel malade pour faire des économies ;

- Aux dépenses instaurées par l'Etat : Ségur, prime Grand Âge, revalorisation du point d'indice, essentielles pour nos personnels, mais qui ne sont pas compensées par les dotations (la charge supportée par les établissements est de plus en plus lourde) ;
- Aux charges complémentaires liées aux frais relatifs aux PPR (Période de Préparation au Reclassement), ARE (Allocation de Retour à l'Emploi), délai de carence de 10 jours, voire 15 jours, pour les arrêts maladie, dès lors que nous remplaçons le personnel dès le 1^{er} jour ;
- Au refus de faire supporter aux familles ces augmentations de charges : prise en compte de la réalité des petites retraites du territoire (la charge restante du loyer est à la charge directe des familles des résidents) ;
- A l'inflation, concernant notamment la nourriture : devons-nous compter les biscottes ?

Les élus dénoncent les réponses des autorités de tutelles (ARS, Conseil Départemental) :

- Mutualisation ou fusion : les établissements ayant déjà opéré des rapprochements font certes état de certaines économies d'échelle sur les fonctions supports, mais c'est nier le problème structurel qui touche l'ensemble des EHPAD que de penser qu'il s'agit là d'une solution miracle ;
- Non remplacement des personnels malades : les élus s'offusquent de cette réponse qui mettrait en difficulté nos résidents et nos personnels ! Combien de protections non-changées à temps, de douches non-faites, faute de personnel présent ? Combien de repas pris froids ou non-pris, faute d'aide ? Combien d'accidents du travail dû à la surcharge ? Est-ce cela que nous voulons pour nos aînés ?
- Coupe pathos anticipée : si celle-ci permet de réévaluer le taux de dépendance des résidents, et de prévoir des moyens supplémentaires, les élus dénoncent le fait que les financements liés ne sont versés que 18 mois plus tard si la coupe est réalisée après le 30 juin de l'année en cours ! C'est maintenant que nos résidents dépendants ont besoin de ces moyens !

Collégialement, les élus présents décident :

- De ne pas payer les factures d'énergie, tant qu'un véritable bouclier tarifaire ne sera pas mis en œuvre pour nos EHPAD (les crédits correspondants au montant 2022 seront mis en réserve) ;
- De présenter une motion de soutien aux EHPAD à l'ensemble des communes du département ;
- De refuser collégialement de voter le prochain BP si déficitaire ;
- De solliciter une rencontre avec le ministère de la Santé et le ministère de la Fonction publique, ministre déléguée aux collectivités territoriales ;
- D'engager le cabinet Coudray sur une mission de conseil quant aux recours juridiques possibles de nos communes vis-à-vis de l'Etat.

Les élus des Côtes d'Armor rappellent le rôle de « première ligne » des Maires et des Conseillers Municipaux.

Nous sommes tous concernés, même les communes n'ayant pas d'EHPAD sur leur territoire, car c'est bien l'accueil de tous nos anciens qui est concerné. Nous nous mobilisons dans un objectif de défense du bien commun et pour œuvrer dans le sens de l'intérêt général.

« Nous ne faisons pas les lois, bien souvent, nous les faisons appliquer. Nous demandons aujourd'hui à l'Etat de bien vouloir nous entendre : nous, élus locaux, sommes fondés à faire des propositions pour la loi Grand Âge. »

Actuellement, près de 80% des établissements sont en déficit. En complément des réunions avec les Maires, Elus, Directeurs, une rencontre a eu lieu à Paris, le **31 août dernier**, entre cinq Maires Bretons représentant ce Collectif, la Ministre des Solidarités et des Familles, Aurore Bergé, et quatre parlementaires. Les réflexions sur les actions à mettre en place doivent encore se structurer ; mais au-delà des mesures d'urgence, cette situation démontre la nécessité d'engager une réflexion plus profonde. Ce mois de septembre devrait donc voir la mise en place de commissions départementales sous l'égide du Préfet, associant Elus, Président du Conseil Départemental, DGFIP, ARS, Directions d'établissement mais aussi, la participation des élus au volet législatif par le biais de propositions pour une loi « Grand âge » en attente depuis 2017... Une commission ad hoc trimestrielle est également envisagée entre le Ministère et les Maires.

Une nouvelle réunion a eu lieu le 21 septembre à Bégard. 125 participants (Élus, Directeurs d'établissement) y ont pris part et ont ainsi pu exprimer leurs difficultés au quotidien et le besoin urgent d'une prise en compte de la situation et d'une action immédiate de l'État sur le sujet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de :

- **PRENDRE ACTE et ÉMETTRE UN AVIS FAVORABLE** au soutien de cette motion ayant pour finalité la mise en œuvre d'une véritable politique publique en soutien aux EHPAD publics et associatifs non lucratifs ;
- **TRANSMETTRE** la présente motion valant délibération aux instances concernées.

Annie GUENNOU,
Maire.

